

Les coquelicots du pays de Redon

L'eau est le produit alimentaire le plus contrôlé en France. Mais le contrôle n'exclut pas la contamination qui est aujourd'hui généralisée. Les analyses fort coûteuses pour l'ensemble des citoyens, nous prouvent que cette contamination est maintenant chronique et en augmentation permanente. Les élus, autorités, services de l'eau sont au courant

Pourquoi aucune autorité ne réagit ? Est-ce seulement aux citoyens de dénoncer et de payer les pollutions des firmes agrochimiques ?

La promesse en 2017 était de placer la France en tête du combat contre les perturbateurs endocriniens et les pesticides. Malgré les plans Ecophyto, la vente des produits pesticides continue à progresser fortement au lieu de diminuer de 50% comme promis.

En Juin 2018 nouvelle promesse sur la sortie du Glyphosate sur 3 ans, puis les lobbies agricoles et agrochimiques font leur travail et la promesse est annulée.

Pourquoi tant de promesses non tenues ?

Le Glyphosate, produit jugé cancérigène, nos autorités ne parlent que de lui, mais des centaines de produits nocifs sont déversés sur nos terres. Tous les ans, l'ANSES poussé par les agrochimistes, autorise la mise en marché de dizaines de nouvelles molécules, remplaçant celles qui n'ont pas eu de dérogation du ministère de l'agriculture. Et nous finissons par retrouver ces molécules dans notre eau, notre air et notre alimentation.

Pourquoi tant d'autorisations ? Est-ce les agrochimistes qui gèrent notre santé ?

L'Autorité européenne de sécurité des aliments a jugé bon de ne pas divulguer des études confidentielles sur la dangerosité du Glyphosate, études qui pourraient porter atteinte aux intérêts financiers des entreprises. Le tribunal de l'Union européenne vient de confirmer que l'intérêt du public à accéder aux informations en matière d'environnement était supérieur aux intérêts commerciaux.

Va-t-on enfin avoir accès à ces études ? Le profit de Bayer est-il plus important que notre santé ?

Les dernières actualités nous confirment que certains partis politiques européens se font financer par des lobbies agrochimiques.

Comment pensez-vous que les citoyens se battent contre l'utilisation des produits toxiques de ces mêmes lobbies acceptent de telles pratiques ?

Quand un maire en Charente prend un arrêté pour interdire l'épandage de pesticides à proximité des habitations suite à des problèmes de santé de ses habitants, la pression de la FNSEA et la Chambre d'agriculture oblige le préfet de Charentes à faire annuler l'arrêté.

Pourquoi est-il impossible à nos élus les plus proches de protéger les personnes vulnérables ?

Faut-il que chaque citoyen appelle le ministre de l'agriculture pour faire appliquer la loi d'avenir pour l'agriculture ?

Notre exigence est l'arrêt immédiat de l'utilisation des pesticides par une agriculture intensive. Puisque les députés font la loi, avez-vous le pouvoir d'ignorer les lobbys agricoles ou agrochimiques et de voter une loi pour préserver notre santé ?